

POINT DE VUE

«Revendiquons ce qui est «revendicable» et à l'Etat de maîtriser l'inflation !»

D'abord, avant de commencer mon conciliabule concernant tout ce «blabla» relatif à la fixation du taux de majoration de nos pensions de retraite pour cette année, je vous prie de considérer et de recevoir mes salutations les plus distinguées. Aussi, depuis quelques semaines, je lis notre page hebdomadaire que le Soir d'Algérie nous accorde : ce n'est pas rien et je la mesure à sa juste valeur. Cela dit, je viens de lire, comme ce fut le cas la semaine passée, que nos confrères du Constantinois et de Annaba demandent qu'il nous soit accordé cette année une augmentation de l'ordre de pas moins de 30% de nos pensions et de 100% pour ce qui est des allocations de retraite.

Non, je ne viens pas m'élever contre cette demande en tant que telle, mais de grâce revendiquons ce qui est «revendicable». Et évitons de devenir la risée de tout un commun. Comment et par quelle justification nous pouvons demander une telle revalorisation (30% et 100%) : et les actifs alors, que demanderont-ils, eux qui bossent à longueur de journée ? Je viens tout simplement dire par ce petit écrit que ce n'est pas raisonnable ce qui est demandé et ce n'est pas la solution. Ça ne fera que nous mettre beaucoup plus de billets de banque dans nos poches et rien de plus. Ça ne résoudra en rien notre problème. La vraie des vraies solutions est que l'Etat prenne en charge et mène une lutte sans merci contre cette inflation galopante.

Il faut des mesures étatiques pour la combattre et non pas ces solutions-là qui ressemblent à une gestion de ma grand-mère. L'augmentation injustifiée, abusive, sans aucune mesure ni calcul des



Photo : D. R.

salaires d'une certaine catégorie de fonctionnaires, forcément que ça a donné un effet boule de neige que tous les fonctionnaires de la Fonction publique aspirent et demandent. Sans oublier que ce sont ces augmentations qui ont accentué, voire même créé ladite inflation.

Non et re-non ! L'Etat n'aurait pas dû faire des augmentations de cet ordre-là. Des 100%, voire plus, les plus basses sont de l'ordre de 80% et avec effet rétroactif sur 2 années. Non, nous allons à notre perte. Déjà que nous ne mangeons de la viande rouge qu'une fois par mois, la voilà qu'elle a pris des ailes : nous nous contentons de viande blanche une fois par semaine pour les meilleurs d'entre nous, et voilà que même cette viande blanche, nous ne pouvons plus nous la payer même une fois semaine. Alors, pour le poisson ou même la sardine ! Tu

reviendras demain, le 35 du mois...

4 ou 5 catégories de retraités avec différents taux de revalorisation

Nous ne revendiquons que ce qui est «revendicable» et bénéfique pour nous tous, aussi bien retraités qu'actifs. Car les actifs du secteur privé ne voient jamais l'application des textes de la République. Ils ne se voient jamais augmenter. Même pas lors de la revalorisation du SNMG, le salaire minimum. Jamais. Alors que l'Etat joue son rôle, c'est à lui d'éradiquer cette inflation.

Pour revenir à ce taux d'augmentation annuelle de nos pensions de retraite, je crois, à mon humble sens, qu'il faut d'abord déterminer au moins 4 ou 5 catégories différentes de retraités. Ceux qui sont au plus bas que rien ; ceux qui frisent le minimum de l'admis-

sible ; ceux qui sont légèrement mieux, et les autres, ceux qui sont bien, car avoir une pension de 80 000 DA et plus, voire 100 000, et même 120 000 et 150 000. Oui, douze et quinze millions par mois, voire plus encore. Je ne vois pas pourquoi ces derniers seraient augmentés, avec un même et identique taux de revalorisation, car quand bien même, ça ne serait que 8%, celui qui touche actuellement 80 000 DA, ça lui fera une augmentation de 6 400 DA : c'est quand même conséquent.

Qui des actifs est augmenté chaque année de cet ordre-là ? Il n'y en a pas bezzef. Et après, le retraité ne fournit aucun effort. Mais d'un autre côté, n'accorder que 8% à celui qui perçoit une pension mensuelle de 15 000 DA, ou même 20 000 DA, dans le meilleur des cas, celui-là ne se verra augmenter que

de 1 600 DA : la différence est énorme. Je suggère donc qu'il soit établi 4 ou 5 paliers de revenus de retraite. Et d'augmenter assez bien les plus basses pensions et allocations, jusqu'à les rendre viables et légèrement moins que celles qui sont au-dessus. D'une manière dégressive, disons de commencer vers les 20% pour les plus faibles, ensuite 15% pour celui qui touche 80 000 ou 100 000 DA qu'il soit augmenté de 3 000 ou 4 000 DA.

C'est assez bien. Je m'excuse d'avoir été aussi long mais je voulais tellement dire de choses à la fois. Pour résumer ma doléance : créer des paliers de revenus de retraite et augmenter plus fortement les plus basses pensions que les plus hautes. Tout en restant dans la logique des choses. Et le plus gros cadeau et l'intention que l'Etat doit avoir pour nous c'est d'endiguer cette folle inflation qui tire ses causes et origines des très fortes augmentations de salaires de certaines catégories de fonctionnaires.

Ça nous a fait tous très très mal : notre pouvoir d'achat s'est amenuisé de plus de 30%, voire plus. Moi, mon pouvoir d'achat a diminué, sur un seul mois depuis mars, de plus de 5 000 DA d'un coup. Certains médicaments que je prends depuis plus de 2 ans, et d'autres à vie, ont fait l'objet de «tarif de référence» de la part de la Cnas. Je ne dis pas de bêtises... Ajouter à cela les augmentations de tous les produits alimentaires, tous de presque 15% pour les plus basses augmentations.

Hélas, pas que le sucre et l'huile comme on nous le fait croire et que zaâma on a fait des retouches.

Tous mes respects à tous ! Lecteurs, administrateurs, décideurs : tous nous faisons et composons cette Algérie qui nous est chère. Il faut réparer le bateau qui prend l'eau de toutes parts.

Ahmed Bouchou

Il faut diversifier les modes de paiement pour les pensions

Je vous écris pour la première fois afin de vous signaler que toutes ces cohues indescriptibles qui se passent quotidiennement devant tous les bureaux de poste sont incontestablement dues au fait que les caisses de retraite CNR et Casnos n'exigent que le seul mode de paiement par CCP pour leurs prestations. A l'ère de l'informatisation, la diversification des modes de paiement (comme la Cnas) doit être laissée au seul choix du retraité et cela ne fera que du bien pour celui-ci et lui évitera le calvaire des attentes devant toutes les agences postales.

Je vous interpelle donc pour soumettre cette suggestion aux parties concernées et à la FNTR pour une éventuelle et salutaire prise en charge.

Je ne manquerai pas de vous saluer pour toutes les informations que vous nous diffusez hebdomadairement sur votre journal dont je suis un fervent lecteur quotidien.

M. Zoubir El-Hamid

À VOIR ABSOLUMENT CE SOIR SUR «ARTE» Retraités, les nouveaux pauvres ?

Parlez-en autour de vous, faites circuler l'information ! Soyez nombreux — actifs et retraités — à être devant votre télévision ce soir : Arte, la chaîne de télévision franco-allemande, consacre ce mardi 31 mai une soirée «Thema» sur la situation des retraités dans 3 pays européens : édifiant et inquiétant.

Une enquête sur la paupérisation à travers deux documentaires. A voir absolument pour mieux comprendre ce que subissent la grande majorité des retraités et étoffer l'argumentaire de ceux d'entre eux qui luttent en Algérie pour de meilleures conditions de vie.

- 1^{er} documentaire à 19h40 (heure algérienne), intitulé «Travailler jusqu'à la tombe» : un fléau social a recommencé à frapper l'Europe : la pauvreté d'un nombre croissant de retraités. État des lieux en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

En France comme en Allemagne, le contrat intergénérationnel et le système de répartition sont remis en cause. L'Allemagne est l'un des premiers pays d'Europe à avoir réformé son régime de retraite public. La retraite à 67 ans au lieu de 65 ans est ni plus ni moins qu'une baisse déguisée du niveau des prestations de retraite. En France, l'âge légal de départ qui

était de 60 ans est passé à l'automne dernier à 62 ans, malgré une importante mobilisation populaire. Des deux côtés du Rhin, les exemples de retraités qui ont travaillé toute leur vie pour toucher des pensions de misère ne manquent pas. Ainsi, Frank à Berlin, qui vient se ravitailler en produits de base auprès de la banque alimentaire d'une association caritative. Ou l'ancienne puéricultrice Edeltraud qui collecte des bouteilles jetées à la poubelle pour récupérer l'argent des consignes dans une épicerie. À Paris, Geneviève, veuve de 78 ans, est contrainte de faire des petits boulots de gardienne et de ménage pour survivre — les femmes étant souvent dans une situation encore plus désespérée que les hommes. En écho à ces tranches de vie dramatiques, un commissaire européen, une experte auprès de l'OCDE et un responsable syndical de Force ouvrière font part de leurs inquiétudes. Rediffusion : le 3 juin à 9h15 (heure algérienne).

- 2^e documentaire à 20h35 (heure algérienne), intitulé «La retraite volée» ou la misère du troisième âge en Angleterre. Le système des retraites outre-Manche est considéré comme l'un des plus injustes et des plus compliqués

du monde. En 2009, le ministère britannique du Travail et des Retraites a publié des chiffres alarmants : environ un quart des 12 millions de retraités que compte la Grande-Bretagne vit à la limite ou en dessous du seuil de pauvreté... Depuis les années 1960, les retraites britanniques reposent sur trois piliers, le principal étant la retraite de base payée par l'État, à laquelle les salariés cotisent à hauteur de 11,5% de leurs revenus bruts.

Trente ans de cotisation donnent droit à cette retraite d'État, actuellement fixée à 97 livres par semaine, soit environ 114 euros. Dans les années 1980, Margaret Thatcher a décidé d'encourager la prévoyance vieillesse privée en insistant sur deux autres dispositifs : la retraite d'entreprise et l'épargne retraite privée. De nombreux salariés ont alors investi dans des fonds de placement, en prévision de leurs vieux jours. Mais la crise financière mondiale est venue infliger de lourdes pertes à nombre de fonds de pensions privés...

Des retraités aux abois, des experts, des syndicalistes et des représentants du parti travailliste témoignent.

Rediffusion : le 3 juin à 10h10 (heure algérienne)